

Québec français



L'école en question

Christian Vandendorpe

Numéro 34, mai 1979

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/56501ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Les Publications Québec français

ISSN

0316-2052 (imprimé)

1923-5119 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Vandendorpe, C. (1979). L'école en question. *Québec français*, (34), 12–13.

L'école en question



Les huit heures de cinéma-vérité sur la vie d'une polyvalente que Radio-Québec a diffusées en début avril ont le grand mérite de ranimer le débat sur l'école en lui fournissant des matériaux d'observation communs et irréfutables.

La caméra saisit le point de vue des enseignants et celui des élèves et les impose avec force à la conscience des spectateurs. Plus question de critiquer de l'extérieur: on est dans la classe, on est envahi par tout le poids d'existence de ces jeunes et de leurs professeurs.

Pour ces raisons précisément l'émission est éprouvante, elle scandalise, elle décourage bien souvent. C'est donc ça une école? Ce sont eux nos jeunes? Ces élèves qui n'ont d'intérêt pour rien, désœuvrés, affalés dans les corridors de cette école/prison où le patient attend tranquillement d'avoir fait son temps. Le profond malaise ressenti ne disparaîtra pas d'un haussement d'épaules.

Certes, même en huit heures de cinéma, Georges Dufaux ne saurait prétendre avoir fait le tour de toute la réalité. Il avait probablement ses préjugés lui aussi, même s'il s'en défend bien. Sa caméra s'attarde plus volontiers sur l'élève en train de déranger que sur celui qui étudie (c'est plus vivant), sur l'élève en train de lire une bande dessinée que sur celui qui fouille dans une encyclopédie (ça suscite plus de débats). La polyvalente retenue ne représente pas l'ensemble des écoles secondaires du Québec. Les courageux enseignants qui ont accepté d'être filmés ne représentent pas non plus l'ensemble des pratiques pédagogiques en vigueur dans les différentes disciplines.

La démocratisation

La principale question que soulève ce film est celle de savoir si une société est capable de faire passer tous ses enfants par une même école et les mêmes apprentissages scolaires entre 6 et 16 ans. L'école peut-elle niveler toutes les différences d'attitude à l'égard du savoir chez des jeunes issus de milieux socio-culturels différents et qui, par la force des choses, auront à prendre des orientations de carrière très différentes?

Avant la démocratisation, l'école n'accueillait que les enfants qui étaient prêts à se soumettre à ses normes de discipline et d'étude. La motivation à fréquenter l'école relevait essentiellement de l'élève et de ses parents. La situation a changé complètement du jour où l'État a établi la fréquentation scolaire obligatoire. Désormais, les élèves attendent de l'école qu'elle justifie constamment la nécessité de sa fréquentation par la pertinence de ses contenus et de ses méthodes.

Cette demande est d'autant plus compréhensible que l'école est au savoir ce que l'assurance-maladie est à la

santé. Tout comme cette dernière n'a pas fait diminuer le nombre de malades, tout comme la justice et ses auxiliaires ne peuvent empêcher l'apparition de délinquants, l'école a engendré ses ratés, les délinquants du savoir. Même si la loi promet à tous un savoir minimum garanti, force est de constater qu'on est encore loin du compte. L'ennui, c'est que ce savoir minimum est très mal défini. Certains l'assimilent à ce qu'ils ont gardé de souvenirs de leurs propres études ou au minimum de connaissances exigé par le réseau d'enseignement post-secondaire. La plupart, dans un mouvement tautologique spontané, l'assimilent au diplôme.

Certains employeurs, conscients de leur rôle social, ont cru aider l'école en refusant d'embaucher les jeunes qui n'auraient pas leur diplôme de Secondaire 5. Cette attitude part sans doute d'un bon sentiment. Mais elle est en fait beaucoup moins généreuse qu'on ne le croit. Elle repose en effet sur l'idée, difficilement réfutable, qu'une élévation continue du niveau national de savoir est indispensable à une société qui veut tenir sa place dans la course à la technologie — avec les retombées que celle-ci implique sur le revenu national brut, les politiques sociales et le niveau de vie.

Cette politique d'embauche, qui renforce la valeur du diplôme et de l'école, est à double tranchant. Elle donne au savoir scolaire une valeur économique d'échange au niveau des besoins fondamentaux, comme de pouvoir travailler pour gagner sa vie. Du même coup, elle impose à l'école de justifier chacun de ses contenus en regard de ce formidable enjeu. À un élève qui ne désire rien d'autre que d'être balayeur à l'Alcan, le maître doit-il refuser le précieux papier ouvrant les portes d'un emploi sous prétexte qu'il n'a pas satisfait à toutes les exigences du programme?



« On n'apprend rien »

Comme la réussite scolaire est couramment symbolisée par un diplôme, dont la délivrance dépend de la moyenne des points obtenus à un certain nombre de matières (le programme), les technocrates de l'éducation ont d'abord cru naïvement qu'il suffisait de « normaliser » les notes pour satisfaire aux promesses de démocratisation. Cette pratique, qui enlevait au maître la responsabilité de la promotion de ses élèves, a élargi le fossé entre l'acte d'enseigner et celui d'évaluer. Elle a encouragé bien des enseignants à abdiquer spontanément d'autres responsabilités qui leur étaient traditionnellement dévolues. Aussi, allant au-devant de la normalisation, une réaction fréquente a été de baisser le niveau d'exigence en classe. On a réduit les contenus, au point, dans certains cas, de les évacuer carrément.

Dans une des émissions, on peut voir une équipe « travailler » en catéchèse sur la question « est-ce que c'est trop de regarder cinq ou six heures de télévision par jour ? ». Aucun des élèves filmés n'a cherché à calculer la moyenne du temps que lui et les membres de son équipe pouvaient passer devant la télévision. Aucun n'a cherché à établir des critères. Ils retournaient la question comme un dé qu'on fait rouler et qui indique tantôt « C'est trop », tantôt « C'est pas assez » ou « C'est un tout petit peu trop ». Rien dans la présentation de l'activité ne les invitait non plus à se donner une méthode de travail pour répondre à la question. Faut-il s'étonner que tel élève déclare, à la fin : « On n'apprend rien. Rien d'utile ».

À l'inverse, on voit un professeur de français, conscient de son rôle d'agent de la culture, expliquer « L'Albatros » et

faire diviser en mètres les vers du « Vaisseau d'or ». L'intention était louable, mais ce discours trop spécialisé est passé complètement au-dessus de son auditoire et... à côté de la poésie. Il n'a pas amené ses étudiants à se rapprocher de la poésie mais il les en a éloignés. La sanction, implacable, est venue de cet élève qui résumait poétiquement ce qu'il avait appris en écrivant : « La poésie, c'est le fun quand il y a de l'action. »

Voyage en Utopie

- Que se passerait-il si **tous** les élèves arrivaient en Secondaire V en réussissant également et brillamment dans **toutes** les matières et avec le même goût de continuer à étudier ?
- Évaluez l'impact de la question précédente sur le recrutement des balayeurs, des vendeuses, des garçons-coiffeurs, des ouvrières du textile. (Allongez la liste à votre gré).
- La télévision pourrait-elle continuer à offrir les mêmes émissions si tous les jeunes sortant du secondaire étaient capables de porter sur elle un jugement critique ? Faites la liste des émissions qui disparaîtraient et des animateurs qui seraient congédiés.
- Les hommes politiques pourraient-ils encore tenir les mêmes discours si tous les jeunes de plus de 16 ans étaient formés à juger de la véracité des faits rapportés, de la cohérence des idées et de l'adéquation entre les anciennes promesses électorales et les réalisations qui ont suivi ?
- Qui lirait les journaux à sensation ? Faites la liste des titres qui disparaîtraient. En corollaire, tâchez d'évaluer à quel tirage devrait passer *Québec français*.

Une école à réinventer

Il ne peut y avoir de solution ni dans l'évacuation des contenus (pourquoi aller à l'école si c'est pour y faire ce qu'on pourrait faire bien mieux en restant chez soi ?), ni dans le maintien d'éléments de contenus choisis arbitrairement dans le bric-à-brac de la tradition scolaire. Il faut, de toute urgence, faire autre chose, décaper les contenus et les réinventer dans ce qu'ils ont d'essentiel. Qu'on n'aille pas croire, surtout, qu'il suffirait d'adopter des mesures disciplinaires pour régler le problème !

L'école obligatoire n'est légitime que si les jeunes y effectuent des apprentissages significatifs, s'ils y acquièrent un savoir et des méthodes de pensée qui leur donnent prise sur le monde réel et sur eux-mêmes. Cette formation, car c'est bien de cela qu'il s'agit, seul le maître peut la donner, j'entends le véritable professeur, celui qui prend à cœur la tâche qui lui est confiée et qui en assume la pleine responsabilité.

Cela suppose que l'on revienne collectivement du grand mirage technocratique de la fin des années 60 où l'on a vu des administrateurs, branchés sur l'informatique, rêver d'appliquer au domaine de l'enseignement les méthodes qui avaient si bien réussi dans l'industrie : création de chaînes de montage gigantesques, parcellisation des tâches, spécialisation des interventions, atomisation des contenus, informatisation des dossiers. Idéologie admirablement traduite dans l'architecture des polyvalentes gouvernée par la froide logique et le souci du rendement qui caractérisent l'usine. Comme je m'étonnais, dans une polyvalente, que les fenêtres soient réduites à d'étroits rectangles à huit pieds de hauteur, par où le regard ne pouvait saisir qu'un lambeau de ciel, on m'expliqua gravement que, de cette façon, les élèves ne seraient pas distraits par le spectacle du dehors. Quel chemin parcouru depuis les jardins de l'Académie où Platon inventa l'école !

Faut-il que la fascination de la machine et de l'usine ait été puissante pour que des gouvernants tentent d'en introduire les méthodes et les contraintes dans le système éducatif ! Pourtant, fondamentalement, une école c'est d'abord un endroit où des jeunes établissent un contact privilégié avec un adulte sur un objet d'étude. Cela suppose une certaine stabilité et des groupes assez réduits pour que maître et étudiants puissent se connaître et s'épanouir.

Christian VANDENDORPE
Conseiller pédagogique
C.S. Jeune Lorette